

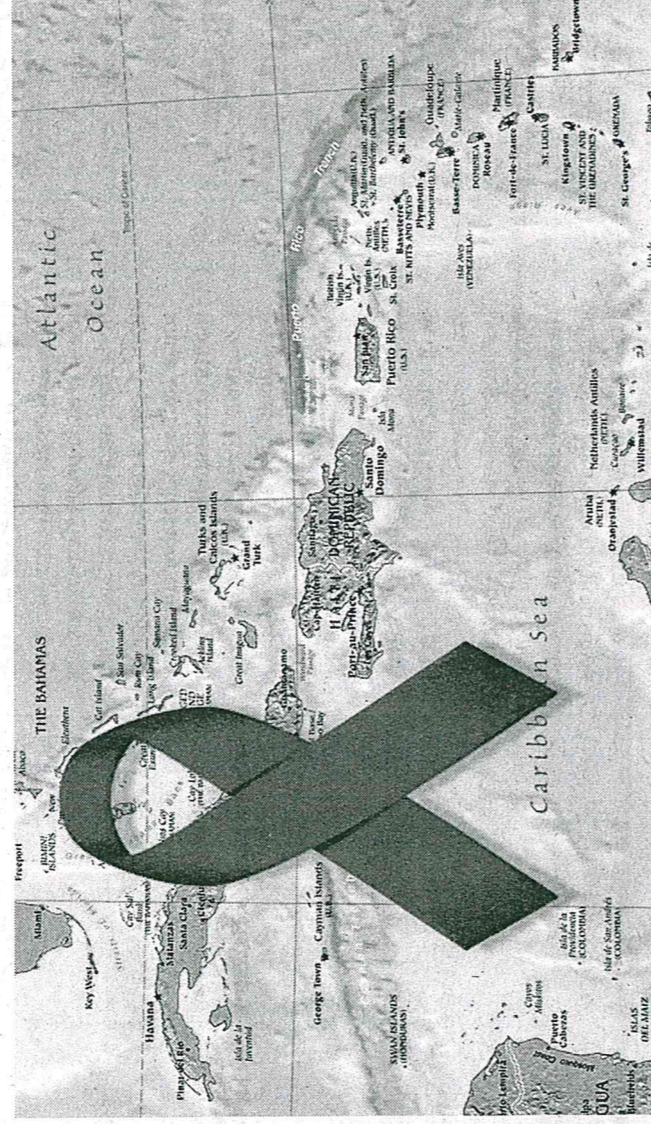
SANTÉ. En novembre prochain, l'Observatoire intercaribéen du VIH verra le jour. Il diffusera les résultats d'une enquête menée dans les trois départements français d'Amérique et Saint-Martin. L'objectif : la mise en place d'actions plus adaptées aux territoires et à leurs populations

VIH : ÉTAT DES LIEUX DANS TOUTE LA CARAÏBE

SEVERINE SANMOM

Après l'Afrique subsaharienne, les Caraïbes représentent la deuxième région au monde à être la plus touchée par le virus du Sida. Saint-Martin n'est bien sûr pas épargnée par cette dure réalité. Un phénomène que les professionnels de santé comptent endiguer grâce à plusieurs projets. Parmi eux, celui qui prévoit la création prochaine d'un Observatoire intercaribéen du VIH fait figure de proue. Il s'inscrit dans le cadre du programme européen Interreg IV, qui prévoit une coopération entre treize pays de la Caraïbe.

Mercredi et hier, des réunions de travail se déroulaient à l'hôpital de Marigot entre les différents acteurs et partenaires. Ces derniers ont échangé les premiers résultats d'une vaste enquête menée pendant deux ans auprès des populations vulnérables des départements français d'Amérique (DPA) - à savoir la Guadeloupe, la Martinique et la Guyane - et de notre île. L'objectif : « nous souhaitons que les personnes touchées par ce virus nous fassent remonter directement leurs besoins afin de mettre en place des actions plus adaptées, notamment en terme de prévention », explique le Docteur Marie-Thérèse Goerger-Sow, présidente du Corevih Guadeloupe (coordi-



nation régionale de lutte contre le sida) et chef de projet Interreg IV VIH. Le plan stratégique de lutte contre la maladie pour les cinq années à venir s'appuie sur les résultats de cette enquête. Pour l'heure, ceux-ci n'ont pas été rendus publics : des accords doivent encore être obtenus auprès de la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés). Mais ils le seront en novembre prochain, lors de l'assemblée générale de la PANCAP (association pan caribéenne de lutte contre le VIH), partenaire du projet. Pendant cet événement, l'Observatoire sera officielle-

ment lancé. Il prendra la forme d'un site Internet sur lequel les données de l'investigation seront accessibles à tous.

DES ENQUÊTEURS SPÉCIALEMENT FORMÉS

Pour cette enquête, quatre groupes différents ont été interrogés : les travailleurs(se)s du sexe, les homosexuels, les communautés migrantes et les usagers de la drogue. Afin d'uniformiser les données, ce sont les indicateurs UNGASS (utilisés dans les Nations Unies) qui ont été pris en compte et non ceux habituellement utilisés en France. Coordonnée par le centre

se était trop médicalisée ou n'était pas adaptée du tout. En effet, celle-ci est souvent écrite alors que certains malades ne savent pas lire ou ne parlent pas la langue en question», commente la chef de projet. Ainsi, une première action de prévention est envisagée : des outils audio-visuels seront créés par les séropositifs eux-mêmes. « Parmi les groupes vulnérables, nous allons également essayer de former des pairs afin qu'ils fassent remonter des messages, des informations aux personnes vivant avec cette maladie. C'est un système qui existe dans de nombreux pays et notamment dans certains qui n'ont pas beaucoup de moyens, comme Haïti », ajoute Marie-Thérèse Sow.

Autre axe majeur que les professionnels de santé approfondiront encore à l'avenir : la lutte contre la discrimination. Pour la présidence du Corevih, la stigmatisation des personnes séropositives et leur dénigrement nuit aux soins qui leur sont apportés car « elles éprouvent des difficultés à réagir par rapport à leur propre maladie ». « On doit donc trouver un moyen de lutter contre ces comportements, par exemple en parlant des aspects positifs de la sexualité afin que ses diverses formes puissent être acceptées de tous », croit-elle. La problématique des migrants, « fragilisés par la précarité de leur situation », est aussi une des nombreuses préoccupations qui émerge des résultats. Et désormais, grâce au futur Observatoire intercaribéen du VIH, des réponses plus spécifiques s'esquissent à l'horizon. ■

de l'investigation clinique de Guyane, spécialisée dans la recherche, cette étude « a été élaborée selon une méthode rigoureuse », assure le Docteur Sow, qui commente : « elle comporte en plus un aspect qualitatif rarement pris en compte dans ce type d'enquête. Ce qui nous a permis d'élaborer un réel diagnostic participatif et communautaire du VIH », conclut-elle. Pour réaliser ce projet de grande envergure, des coordinateurs et enquêteurs ont été formés par l'association Coin (Centre d'orientation et d'intégration intégrale), basée à Saint-Domingue.

Parmi les premiers éléments de cette enquête, des lacunes dans la communication envers les personnes touchées par le virus ont été mises en évidence. « On a pris conscience que l'information diffu-

Les résistances au traitement du VIH sous haute surveillance

L'Observatoire intercaribéen du VIH abrite un autre projet de grande ampleur : celui de l'unité de virologie clinique. Amorcé en 2012 et toujours en cours de construction, ce dernier est porté par l'hôpital de Saint-Martin et mené en coopération avec Sint Maarten, Anguilla, Montserrat et Saba. Sa fonction est de mettre en réseau les médecins occupant de personnes atteintes du sida et ceux en charge de l'éducation thérapeutique des patients. L'objectif est d'améliorer l'efficacité du traitement et de limiter les résistances du virus. Marie-Thé-

rese Goerger-Sow explique : « si on n'indique pas à la personne vivant avec le VIH que son traitement est à prendre tous les jours, à une heure précise et que certaines interactions sont à éviter, celui-ci sera moins efficace et le virus développera des mutations pour lutter contre ce traitement. Le patient développera donc des résistances », note-t-elle, avant de conclure : « Et si ce patient transmet le virus, il le fera aussi avec ces résistances ». Un élément clé, donc, à prendre en compte pour endiguer l'évolution du VIH. ■ S.S.A.

EN PRATIQUE

Un coût total de cinq millions

Le projet d'Observatoire caribéen du VIH représente un investissement total de cinq millions d'euros. 75% ont été pris en charge par des fonds européens dans le cadre de l'interreg IV. Une prolongation de fonds est attendue. Et des projets sont en cours surpoids entre autres). ■